



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.1269
30 juin 1965

FRANCAIS

Trente-deuxième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-NEUVIEME
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 29 juin 1965, à 15 heures.

Président :

M. NAUDY

(France)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru : a) projet de résolution; b) rapport du Comité de rédaction /point 4 b) de l'ordre du jour/ (suite)

POINT 4 b) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU :

a) PROJET DE RESOLUTION T/L.1098;

b) RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1104, L.1105, L.1107) (suite)

Le PRESIDENT : Nous poursuivons le vote sur le rapport du Comité de rédaction sur le Territoire sous tutelle de Nauru. Nous en étions arrivés au paragraphe 6. Je note qu'il y a un amendement du Libéria, qui représente le quatrième paragraphe du document T.L.1105.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Il serait préférable, je crois que ce paragraphe commence par les mots "Le Conseil prend note de" plutôt que "Le Conseil fait sienne".

Le PRESIDENT : Je vais mettre aux voix cet amendement du Libéria.

Il est procédé au vote sur l'amendement du Libéria.

Il y a partage égal des voix : 3 voix pour, 3 voix contre, avec 2 abstentions.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je me demande si tous les membres du Conseil ont bien compris le changement proposé, car certaines délégations qui n'avaient dit appuyer cet amendement ne semblent pas l'avoir fait.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ce paragraphe du projet de rapport avait pour but de permettre au Conseil de prendre position à l'égard d'une partie du travail de la Mission de visite de 1965. Nous savons tous que le problème se pose, pour l'avenir du peuple nauruan, de savoir si ce peuple peut continuer à vivre à jamais dans son île ou s'il faut continuer les recherches en vue de lui trouver un nouveau lieu d'élection où il pourrait s'établir lorsque les gisements de phosphate auront été épuisés.

Ma délégation pense qu'il pourrait être approprié d'encourager l'Autorité administrante et la population de Nauru elle-même à poursuivre les recherches en vue de trouver un nouveau lieu de réinstallation. C'est pourquoi nous croyons qu'il serait indiqué que le Conseil fasse sienne l'opinion de la Mission de visite de 1965 à cet égard. D'autre part, nous avons entendu la représentante du Libéria dire qu'il serait préférable, à son sens, de simplement "prendre note" de l'opinion de la mission, et c'est pourquoi ma délégation s'est abstenue sur cet amendement.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Il serait erroné de penser qu'en soumettant cet amendement, ma délégation a voulu ignorer l'opinion de la Mission de visite. Mais un fait est certain, à savoir que Nauru a demandé l'indépendance. Et nous devrions accorder à ce fait une attention au moins égale à celle que nous accordons au fait que le Conseil juge que les négociations pourraient se poursuivre. Si nous ne prenons pas position maintenant, les déclarations faites par les divers membres du Conseil n'en sont pas moins consignées au procès-verbal et suffisent à expliquer les points de vue de leurs auteurs. Pourquoi ferions-nous nôtre, actuellement, une proposition qui va à l'encontre des désirs exprimés par les Nauruans? Le Conseil devrait être neutre et se borner à prendre note de l'opinion de la Mission de visite. Je ne pense pas qu'en nous bornant à prendre note de son opinion, nous lui fassions la moindre injure.

Je croyais donc que mon amendement, que j'ai modifié en utilisant la formule "takes note of" [cette modification ne concerne que le texte anglais] pourrait être acceptée, mais je constate que ce n'est pas le cas.

Le PRESIDENT : En vertu des dispositions de l'article 38 du règlement intérieur, je vais mettre aux voix une deuxième fois l'amendement du Libéria.

Il est procédé à un deuxième vote sur l'amendement du Libéria.

Il y a 3 voix pour, 3 voix contre, avec 2 abstentions. L'amendement n'est pas adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais faire une brève observation à ce point : je pense qu'il aurait été préférable que les membres de la Mission de visite veuillent bien s'abstenir de réaffirmer devant le Conseil l'opinion qu'ils ont inscrite dans le rapport.

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 6 du rapport.
Par 4 voix contre une, avec 3 abstentions, le paragraphe 6 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous en arrivons maintenant au paragraphe 7 du rapport. Je rappelle que l'Union soviétique a proposé un amendement, qui est contenu dans le paragraphe 4 du document T/L.1107.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Cet amendement ressemble beaucoup à une question que le représentant de l'Union soviétique m'a posée au début de cette session du Conseil. A l'époque, j'ai rappelé que huit résolutions de l'Assemblée générale évoquaient ce problème, et que la première de ces huit résolutions remontait à la sixième session de l'Assemblée, ce qui représente un espace de 14 ans, puisque nous approchons de la vingtième session. Ces huit résolutions contiennent entre toutes 2 600 à 2 700 mots.

M. MacCarthy (Australie)

Il est vrai que certaines au moins de ces résolutions mentionnent expressément des dates intermédiaires. Des déclarations qui ont été faites ici par le représentant spécial, il ressort clairement que certaines dates intermédiaires ont été fixées à la suite de consultations récentes avec les Nauruans. Mais le point important est que, dans ces huit résolutions adoptées en l'espace de 14 ans, sont traités nombre de sujets qui n'ont rien à voir avec celui dont nous discutons maintenant. Au cours de ces 14 années, de grandes modifications se sont produites, des consultations de plus en plus fréquentes ont eu lieu. Aussi la pertinence de ces résolutions, eu égard aux débats actuels, est à tout le moins douteuse.

Si j'en avais le temps, j'examinerais volontiers ces résolutions une par une. Je me bornerai à en mentionner quelques-unes. C'est ainsi que la résolution 752 (VII) contient un paragraphe 3 ainsi libellé :

"Invite le Conseil de tutelle à consacrer à l'avenir une section distincte de ses rapports à l'Assemblée générale à la mise en oeuvre de sa résolution 558 (VI) ainsi que de la présente résolution, section où seront notamment mentionnées les mesures prises en ce qui concerne :

- a) Les consultations engagées avec les habitants de chaque territoire sous tutelle au sujet des mesures prises ou envisagées en vue de l'autonomie;
 - b) La création, dans chaque territoire sous tutelle, d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs, et l'extension de leurs pouvoirs;
 - c) L'institution, dans chaque territoire sous tutelle, du suffrage universel des adultes et d'élections directes;
 - d) La formation d'autochtones, dans chaque territoire sous tutelle, à des postes administratifs de commandement et leur nomination à de tels postes;
 - e) La réalisation de recettes publiques suffisantes;
- section où figureront, dans chaque cas, les conclusions qu'il aura tirées et les recommandations qu'il aura décidé de faire en s'inspirant de la résolution 558 (VI) ainsi que de la présente résolution."

Ce sont toutes des questions qui ont formé la substance même de nos débats, de nos questions et de nos enquêtes au cours des 14 dernières années.

M. McCarthy (Australie)

La résolution 858 (IX) contient un paragraphe 5 ainsi libellé :

"5. Recommande aux Autorités administrantes, parmi les moyens de déterminer plus aisément la date approximative à laquelle les populations des Territoires sous tutelle seraient prêtes à accéder à l'autonomie ou à l'indépendance, de s'attacher à redoubler d'efforts pour créer de nouveaux organes représentatifs de gouvernement et d'administration dans les Territoires sous tutelle, avec une participation croissante d'éléments autochtones de ces territoires, ou pour développer, sur la même base, les organes existants; ..."

La résolution 1207 (XII) se borne à réaffirmer les résolutions précédentes. Il en est à peu près de même de la résolution 1274 (XIII). La résolution 1413 (XIV) se réfère à des

"... objectifs intermédiaires successifs à atteindre à des dates prochaines en matière de développement politique, économique, social et culturel, de manière à créer le plus rapidement possible des conditions favorables à l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance;"

Ce sont là huit résolutions, comptant à peu près 2 600 ou 2 700 mots, qui parlent de progrès économique, social et politique, qui parlent également de dates intermédiaires. Je ne peux que répéter que ceci a été étudié par le Conseil de tutelle à ses sessions successives. Je ne vois vraiment pas l'objet d'un texte tel que celui qui nous est maintenant soumis. En tout état de cause, l'examen approprié d'un tel amendement demanderait de longs débats, sans le moindre profit.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis aise qu'enfin le représentant de l'Australie ait lu ces résolutions. On se souvient qu'au moment où l'Union soviétique, à une séance précédente, lui a posé une question, il ne savais même pas de quoi il s'agissait. A notre satisfaction se mêle cependant une déception. En effet, naguère, quand le représentant de l'Australie ignorait ces résolutions, on pouvait espérer qu'en en prenant connaissance il ferait en sorte d'en assurer la mise en oeuvre. Au lieu de cela, il s'est borné à dénombrer les mots des résolutions que nous avions

M. Fotine (URSS)

mentionnées. Et nous voyons maintenant qu'il se contente de rejeter ces résolutions. Le représentant de l'Australie dit que ces résolutions portent en bonne partie sur des sujets différents de celui dont nous discutons. Il est vrai, par exemple, que deux de ces résolutions s'appliquaient partiellement à l'ancien Territoire sous tutelle de la Somalie. Mais chacune de ces résolutions contient aussi des références directes aux trois territoires sous tutelle qui retiennent encore l'attention du Conseil.

On ne peut manquer de noter que le représentant de l'Australie en revient à la pratique de ne lire que certains passages des résolutions de l'Assemblée générale, qu'il évite de se référer à certaines résolutions. Il aurait été logique, par exemple, de commencer par la première résolution adoptée sur ce sujet par l'Assemblée générale. Cela n'arrangeait pas le représentant de l'Australie, qui a commencé ses citations par la deuxième résolution. J'attire une fois de plus son attention sur la première résolution mentionnée dans notre amendement, la résolution 558 (VI). Je conviens que 14 années se sont écoulées depuis l'adoption de cette résolution. Mais le Gouvernement australien n'a pas fait le moindre geste pour lui donner effet. Je ne juge pas nécessaire de donner lecture de l'ensemble de la résolution 558 (VI). J'en détache les passages ci-après :

"2. Invite chaque Autorité chargée de l'administration d'un Territoire sous tutelle autre que la Somalie à faire figurer dans chaque rapport annuel concernant son administration des renseignements relatifs :

...

e) Au laps de temps dans lequel on escompte que le Territoire sous tutelle atteindra l'objectif d'autonomie ou d'indépendance."

Le représentant de l'Australie n'a pas cru devoir donner lecture de cette partie de la première résolution de l'Assemblée générale sur ce sujet. Ce peut être, de la part de la délégation de l'Australie, un oubli; ce peut être aussi le souci d'épargner le temps du Conseil. Ou est-ce le désir de passer sous silence une demande formulée il y a 14 ans par l'Assemblée générale, à l'effet de fixer une date limite à l'expiration de laquelle un territoire sous tutelle serait censé accéder à l'autonomie ou à l'indépendance? Il y a 14 ans, l'Assemblée générale parlait de dates limites approximatives. Aujourd'hui, dans le cas de Nauru, nous

M. Fotine (URSS)

devons parler de date précise, parce que le peuple nauruan a dit qu'il devait devenir indépendant le 31 janvier 1968. En présence d'une demande expresse des Nauruans, l'Autorité administrante se révèle désireuse d'ignorer ces résolutions de l'Assemblée générale. Le représentant de l'Australie nous a dit qu'il était prêt à discuter des résolutions énumérées dans l'amendement soviétique. Il ne s'agit pas de discuter des résolutions de l'Assemblée générale, mais de les mettre en oeuvre.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il va de soi que, comme notre collègue de l'Union soviétique, nous n'avons donné lecture que de certains passages de ces résolutions. Quel esprit sensé prétendrait donner lecture du texte complet de ces résolutions? Le représentant soviétique, pour sa part, n'a pas donné lecture des passages suivants de la résolution 558 (VI) :

"2. Invite chaque Autorité chargée de l'administration ... à faire figurer dans chaque rapport annuel concernant son administration des renseignements relatifs : ..."

non seulement

"a) Aux mesures, prises ou envisagées, qui ont pour but de conduire le Territoire sous tutelle, dans le laps de temps le plus court possible, au stade de l'autonomie ou de l'indépendance;"

(ce que nous faisons depuis des années) mais aussi

"b) A la manière dont, à cet égard, on tient compte des conditions particulières à chaque territoire, et à ses populations, ainsi qu'à leurs aspirations librement exprimées;" et

"c) Au caractère approprié des dispositions des Accords de tutelle en vigueur en ce qui concerne les divers facteurs mentionnés ci-dessus;".

La délégation n'avait pas le texte de toutes ces résolutions dans les dossiers qu'elle apporte aux séances du Conseil de tutelle. Aucun autre membre de ce Conseil, à l'exception peut-être de notre collègue de l'Union soviétique, n'amène avec lui une documentation aussi encombrante, comprenant des résolutions qui remontent à 15 ou 20 années en arrière. Le représentant de l'Union soviétique parle maintenant du caractère obligatoire des résolutions. Dois-je comprendre que, selon la délégation soviétique, les résolutions adoptées par l'Assemblée générale auraient un caractère obligatoire?

Le PRESIDENT : Je donne la parole, sur un point d'ordre, au représentant de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous discutons maintenant du Territoire sous tutelle de Nauru, pour lequel l'Australie, Autorité administrante, assume certaines responsabilités. Nauru n'est pas une possession australienne. C'est un Territoire sous tutelle doté d'un statut international. L'Autorité administrante est responsable devant les Nations Unies, plus particulièrement devant le Conseil de tutelle et l'Assemblée générale, de l'administration de ce territoire. Si le représentant de l'Australie ...

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je me permets de soulever un point d'ordre pour demander si le représentant de l'Union soviétique s'exprime sur un point d'ordre ou sur le fond de la question. Il semble à ma délégation qu'il intervient sur le fond de la question, alors qu'il avait demandé la parole pour soulever un point d'ordre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il semble que certains membres du Conseil fassent preuve de nervosité et ne puissent écouter une intervention jusqu'au bout. Je poursuis.

Si le représentant de l'Australie veut parler ici de sujets différents de celui qui nous occupe, la délégation soviétique lui fera toujours observer qu'elle est prête à discuter avec lui de toute autre question au sein de l'organe approprié et au moment qui convient. Mais nous sommes au Conseil de tutelle et la délégation soviétique n'entrera pas dans l'examen de questions qui ne sont pas soumises au Conseil.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Quand j'ai été interrompu, sur un point d'ordre, je parlais du caractère obligatoire des résolutions de l'Assemblée générale, qu'avait soulevé notre collègue soviétique lui-même. En fait, son point d'ordre n'en était pas un.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétique) (interprétation du russe) : Non seulement le représentant de l'Australie ne prend pas connaissance, chez lui, des résolutions de l'Assemblée générale, mais il ne lit même pas comme il convient les documents soumis au Conseil. La délégation soviétique n'a pas parlé d'un caractère obligatoire de certaines résolutions de l'Assemblée générale. Si le représentant de l'Australie lit attentivement l'amendement soviétique, il lui

M. Fotine (URSS)

trouvera une signification précise. Nous déclarons que la position prise par l'Autorité administrante, son refus, nonobstant les vœux des Nauruans, de fixer une date pour l'accession de Naurue à l'indépendance, "est en contradiction avec les résolutions ... de l'Assemblée générale ...". Est-il question là d'imposer par la force les résolutions de l'Assemblée générale? Nous serions aise que le représentant de l'Australie se réfère au document soumis au Conseil.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je parlais de la question soulevée par notre collègue soviétique à propos du caractère obligatoire des résolutions de l'Assemblée générale et je répondais à ce qu'il avait dit.

Le PRESIDENT : Nous passons au vote sur l'amendement No 4 de l'Union soviétique (T/L.1107).

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'attire une nouvelle fois l'attention du Conseil sur le fait que l'amendement de la délégation soviétique a été rejeté uniquement grâce aux voix des puissances administrantes. Je n'en suis nullement surpris.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Il me semble que l'échange de vues qui s'est déroulé ici portait essentiellement sur la promptitude apportée ou non par l'Autorité administrante dans l'accomplissement de ses responsabilités devant ce Conseil et eu égard à certaines résolutions de l'Assemblée générale.

En relisant le paragraphe 7 du projet de rapport dont nous sommes saisis, il me semble que l'Autorité administrante ne s'est pas vu rendre suffisamment justice à cet égard. En particulier, la dernière phrase de ce paragraphe parle de nouvelles discussions qui pourraient avoir lieu pour examiner à nouveau la possibilité de franchir une nouvelle étape politique. Les rédacteurs de ce paragraphe - et je m'incline devant eux en espérant qu'ils n'auront pas d'objections à ce que j'introduise une légère modification dans leur excellent texte - dans cette phrase particulière rapportent ce qu'ils croient être l'opinion de l'Autorité administrante, à la suite de la Conférence de Canberra. Il me semble, pour ma part, en lisant les comptes rendus de cette Conférence, que l'Autorité administrante est allée plus loin et qu'il serait plus exact de décrire l'intention de l'Autorité administrante en disant que de nouvelles discussions auront lieu en ce qui concerne de nouveaux progrès politiques. L'Autorité administrante a été plus loin que d'offrir la possibilité d'un progrès politique nouveau et il n'est que juste de reconnaître cela en éliminant les trois mots "la possibilité de". Je voudrais donc faire une suggestion formelle, à savoir qu'il devrait y avoir un amendement à ce paragraphe qui serait d'éliminer à la septième ligne de ce paragraphe les mots "la possibilité de".

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Par déférence à l'égard de mon collègue de la France qui est l'un des rédacteurs - j'espère que je m'écarte pas de sa pensée en ceci - je voudrais dire qu'en ce qui concerne ma délégation, corédacteur du rapport, la proposition du Royaume-Uni représente une amélioration très nette de notre texte et c'est pourquoi je l'appuierai.

M. GASCHIGNARD (France) : Je suis également en mesure de soutenir la proposition formulée par le représentant du Royaume-Uni.

Le PRESIDENT : Nous allons donc voter sur le paragraphe 7, étant entendu que les mots "la possibilité de" ne figureront plus dans le texte.

Par 5 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 7 ainsi modifié est adopté.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au paragraphe 8.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'observe que dans la version du paragraphe 8 présentée par le Comité de rédaction figure une formule réaffirmant le droit de la population de Nauru à "l'autodétermination qui implique aussi le droit à l'indépendance". Je crois que cette mention me procure une bonne occasion de préciser cette question de la relation entre l'autodétermination et l'indépendance. La nécessité en découle du fait qu'un amendement à la version finale du paragraphe 21 du rapport sur les conditions en Micronésie a été attribué - et avec beaucoup de prééminence - à la délégation de la Nouvelle-Zélande dans une note de bas de page du communiqué de presse TR/1859 du 24 juin 1965. Le texte de l'amendement soviétique original comprenait les mots "autodétermination et indépendance". Comme je l'ai dit au Conseil le 22 juin 1965, la résolution 1514 (XV) n'emploie pas ensemble, précisément de cette façon, les mots "autodétermination et indépendance". La rédaction soviétique me semble être quelque chose comme une absurdité logique puisque l'autodétermination est un processus ou un acte alors que l'indépendance est la fin éventuelle et en général la plus souhaitable de l'autodétermination. J'ai donc proposé d'insérer après le mot "autodétermination" les mots "qui comprend le droit à l'indépendance".

Il me semble que le secrétariat du Conseil de tutelle et moi-même nous nous sommes mal compris lors d'une discussion officieuse qui a suivi et que les mots "qui comprend l'indépendance" et non les mots "qui comprend le droit à l'indépendance" m'ont été attribués lors de la séance du Conseil du 24 juin. Je ne blâme personne. Le malentendu peut avoir été entièrement de ma faute, mais je souhaite remettre les choses au point, en particulier en raison de la publicité donnée à un parrainage supposé de la Nouvelle-Zélande des mots "qui comprend l'indépendance". Je maintiens ma position qui est que la formule la plus logique est "l'autodétermination qui comprend le droit à l'indépendance". Je préférerai cette rédaction dans le rapport sur la Micronésie mais, à ce stade, je ne demande pas que le Conseil reprenne l'examen d'un texte déjà adopté.

Pour en revenir au projet de rapport dont nous sommes saisis, j'observe que le représentant du Libéria a proposé que nous reprenions les mots de la Charte et que nous remplaçons la référence à "l'autodétermination" etc., par la réaffirmation du droit de la population de Nauru à "l'autonomie ou l'indépendance". Je n'ai pas d'objections à cette suggestion et notamment parce que l'exercice de l'autodétermination est prévu par les dispositions du paragraphe 2 du rapport qui ont déjà été adoptées.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Lorsque le représentant de la Nouvelle-Zélande parle de l'absurdité logique des formules employées par la délégation soviétique, il ne devrait pas oublier qu'il parle non seulement de formes employées par l'Union soviétique mais aussi par des douzaines de résolutions de l'Assemblée générale qui, apparemment, à son avis, contiennent des absurdités logiques. En particulier, ceci s'applique à presque toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur des rapports présentés par le Comité spécial des Dix-Sept, puis par le Comité spécial des Vingt-Quatre.

En second lieu, la formule soviétique est tirée du rapport du Comité des Vingt-Quatre sur Nauru qui figure dans le document A/5800/Add.6. Elle a été approuvée par le Comité spécial des Vingt-Quatre et à cette époque, malgré que le représentant de la Nouvelle-Zélande ait participé, à certaines étapes, au travail du Comité spécial, il n'a pas estimé possible de parler de l'absurdité logique de la pensée ou de la forme des phrases employées par le Comité spécial des Vingt-Quatre.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Au sujet de l'amendement présenté par mon ami du Libéria selon lequel les mots "l'autodétermination, qui implique aussi le droit à l'indépendance" qui figurent dans le texte original du projet devraient devenir "autonomie ou indépendance", je voudrais dire que ma délégation est prête à l'accepter. Pour le procès-verbal, je voudrais indiquer que nous trouvons un appui pour cette façon d'agir dans le paragraphe 140 du document A/5800/Add.6, page 229. Ce paragraphe qui se réfère au Territoire sous tutelle de Nauru se lit comme suit :

II. Kiang (Chine)

"Le Comité spécial considère que les questions d'autonomie et d'indépendance demeurent d'une importance primordiale en ce qui concerne la population de Nauru. Toutefois, il ne néglige pas les graves problèmes relatifs à la réinstallation des Nauruans."

Ainsi ces deux mots utilisés par le représentant du Libéria sont en complet accord avec cette conclusion du Comité spécial des Vingt-Quatre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour compléter ce que je disais il y a quelques instants, je voudrais lire une partie du paragraphe III des recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre. Je m'excuse de parler de questions qui ne sont pas directement liées à celles que nous discutons, mais c'est nécessaire. En ce qui concerne le Territoire des îles Cook,

"Le Comité spécial réaffirme le droit inaliénable des populations des Territoires des îles Cook, de Nioué et des îles Tokélaou à la libre détermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960." (A/5800/Add.6, p. 104)

Comme je l'ai déjà dit, le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris part aux discussions du Comité spécial des Vingt-Quatre sur la question des îles Cook, mais maintenant ce fait lui, a semble-t-il, échappé.

En ce qui concerne Nauru, il y a une recommandation du Comité spécial relative au Territoire sous tutelle de Nauru, les Territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée et des îles Keeling, qui se lit comme suit :

"Le Comité spécial réaffirme le droit imprescriptible des peuples de tous ces territoires à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux..." (Ibid., p. 246, par. 14)

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Chine a dit quelque chose qui me fait penser qu'il a oublié un point que le représentant de la France et moi-même avons soulevé antérieurement aujourd'hui. Nous avons adopté, en tant que partie intégrante de notre rapport, les termes préconisés dans les amendements 5 et 6 soumis

par le représentant du Libéria. Je crois que le Conseil a accepté à ce moment-là que cela fasse maintenant partie du rapport. Ce n'est pas un amendement; si j'ai demandé la parole c'est que je croyais que nous allions procéder au vote et que je voulais donner cette précision.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais seulement pour le procès-verbal indiquer que la Nouvelle-Zélande n'est pas membre du Comité des Vingt-Quatre et n'était pas non plus membre du Sous-Comité qui a rédigé les conclusions relatives aux îles Cook et à Nioué. La Nouvelle-Zélande avait le droit de paraître - ce qu'elle a fait - pour traiter de questions de fait et pour essayer de rectifier de nombreux éléments faux qui étaient présentés au Comité des Vingt-Quatre par des collègues du représentant de l'Union soviétique. Mais la Nouvelle-Zélande n'avait aucun pouvoir en ce qui concerne la rédaction de l'un quelconque des documents préparés par le Sous-Comité et je maintiens les remarques que j'ai faites sur cette rédaction. Je suggère simplement qu'au lieu de parler des formes et des termes qui se développent dans les sous-comités du Comité des Vingt-Quatre ou dans le Comité lui-même, nous nous fondions nous-mêmes sur la rédaction originale de la résolution 1514 (XV).

Le PRESIDENT : Comme vient de le dire le représentant des Etats-Unis, l'amendement du Libéria a été incorporé dans le texte ce matin par les deux membres du Comité de rédaction. Je voulais faire cette remarque que je n'avais pas eu le temps de faire puisque j'avais donné la parole à divers orateurs.

Nous allons donc maintenant voter sur l'amendement soviétique au paragraphe 8, qui figure en tant qu'amendement No 5 dans le document T/L.1107.

Par 5 voix contre une, l'amendement soviétique est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Monsieur le Président, avant que vous ne mettiez aux voix l'ensemble du paragraphe 8, la délégation soviétique voudrait vous demander un vote par division sur la deuxième phrase de ce paragraphe.

Le PRESIDENT : Un vote par division a été demandé. Comme il y a deux phrases seulement dans le paragraphe 8, nous allons d'abord voter sur la première.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la première phrase du paragraphe 8 est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la deuxième phrase du paragraphe 8 est adoptée.

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix l'ensemble du paragraphe 8.

Par 5 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 8 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au paragraphe 9. Je vous rappelle que l'Union soviétique a déposé un amendement à ce paragraphe qui est contenu dans le paragraphe 6 du document T/1107. Nous allons voter sur cet amendement soviétique.

Par 5 voix contre 2, l'amendement soviétique est rejeté.

Le PRESIDENT : Nous votons maintenant sur le paragraphe 9.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 9 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au paragraphe 10. Je rappelle au Conseil que la délégation de l'Union soviétique a déposé un amendement aux fins de remplacer ce paragraphe par un nouveau paragraphe qui figure au paragraphe 7 du document T/L.1107.

Je donne la parole au représentant de l'Australie.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je veux parler de l'amendement au paragraphe 10 proposé par l'Union soviétique et qui figure au paragraphe 7 du document T/L.1107. Celui-ci se lit, en partie, comme suit :

"... que tous les postes importants de l'administration du territoire sont occupés par des Australiens...", etc.

Tous les postes importants de l'Administration du territoire de Nauru ne sont pas entre les mains des Australiens. Ceci a été souligné par le représentant spécial, au cours de nos discussions au sein de ce Conseil; le représentant spécial a d'ailleurs été questionné à ce sujet. La situation ne se présente donc pas comme le laisse entendre l'amendement soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour l'information du représentant de l'Australie, je voudrais attirer son attention sur l'Annexe VII du rapport de la Mission de visite de 1965 dans l'île de Nauru. Nous y lisons ce qui suit :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Rapport d'Helen Hughes, de l'Université nationale australienne, conseillère auprès de la délégation du Conseil de gouvernement local de Nauru, qui a pris part aux entretiens concernant les redevances sur les phosphates, à Canberra, en août 1964" (T/1636, Annexe VII, p. 1)

(L'orateur reprend en russe)

A la page 11 de ce document, nous lisons, entre autres, ce qui suit :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Néanmoins, dans beaucoup de domaines importants, les progrès sont encore lents. La Mission Foot a noté que tous les principaux postes de direction dans l'Administration et aux B.P.C. étaient encore occupés par des Australiens, et cela est encore vrai dans une large mesure aujourd'hui. L'intégration des écoles ne fait que commencer." (Ibid., p. 11)

(L'orateur reprend en russe)

Ceci est la fin de ma citation.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je ne reconnais pas Mlle Helen Hughes; je sais seulement qu'elle fait autorité à Nauru. Ensuite, le rapport de la Mission Foot rend compte d'une situation qui existait il y a trois ans.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur l'amendement soviétique au paragraphe 10, tel qu'il figure au paragraphe 7 du document T/L.1107.

Par 5 voix contre une, l'amendement soviétique au paragraphe 10 est rejeté.

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 10 tel qu'il figure dans le projet de rapport.

Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais demander un vote par division sur les parties suivantes de la première phrase de ce paragraphe, à savoir :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Le Conseil constate que le nombre des Nauruans employés dans la fonction publique s'accroît rapidement ..."

et

"... à des Nauruans possédant les titres requis."

Le PRESIDENT : Conformément à la demande du représentant de l'Union soviétique, je vais d'abord mettre aux voix la première partie de la première phrase du paragraphe 10 dont il vient de donner lecture.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, la première partie de la première phrase du paragraphe 10 est adoptée.

Le PRESIDENT : Je vais maintenant mettre aux voix la dernière partie de la première phrase du paragraphe 10 qui se lit ainsi :

"... à des Nauruans possédant les titres requis."

Par 5 voix contre une, avec une abstention, la dernière phrase du paragraphe 10 est adoptée.

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 10 dans son ensemble.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 10 dans son ensemble est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au paragraphe 11. Je rappelle au Conseil que, ce matin, les membres du Comité de rédaction ont entériné et adopté l'amendement soumis par la délégation du Libéria. Cet amendement a donc été incorporé au texte.

Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : S'il n'y a pas d'objections de votre part, Monsieur le Président, ni de celle des membres du Conseil, je voudrais demander un vote simultané sur les paragraphes 11 et 12.

Le PRESIDENT : En l'absence d'objections, je mets simultanément aux voix les paragraphes 11 et 12.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, les paragraphes 11 et 12 sont adoptés.

Le PRESIDENT : Nous allons passer maintenant au paragraphe 13. Je rappelle aux membres du Conseil que la délégation de l'Union soviétique a déposé à cet égard un amendement qui figure au paragraphe 8 du document T/L.1107.

Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Puis-je vous rappeler qu'à notre séance de ce matin, je vous ai annoncé que ma délégation aurait un amendement à présenter à propos de ce paragraphe. Je voudrais le faire en temps opportun, Monsieur le Président, et dès maintenant, si vous me le permettez.

Le PRESIDENT : Je prie le représentant du Royaume-Uni de bien vouloir soumettre son amendement.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je parle du paragraphe 13 du projet de rapport, pour lequel je propose l'amendement suivant. A la première ligne de ce paragraphe, "Le Conseil prend note de l'accord sur le taux d'extraction ...", je propose la suppression du mot "le" et son remplacement par "un taux d'extraction un peu plus élevé", si bien que la phrase se lirait comme suit : "Le Conseil prend note de l'accord sur un taux d'extraction un peu plus élevé pour 1965/1966 ...". A cet endroit, je voudrais ajouter, après "1965/1966", la phrase suivante : "sans porter préjudice à la position des Nauruans dans toutes négociations ultérieures."

En continuant le texte qui, tout de suite après, se lit ainsi : "et espère", je voudrais remplacer le mot "espère" par les mots "insiste pour que".

Passons maintenant à la seconde ligne du paragraphe 13; après le mot "accord", je propose d'ajouter les mots "soit conclu", de façon que la phrase se lise comme suit : "Le Conseil insiste pour qu'un accord soit conclu...".

J'ai encore un autre amendement à présenter. J'ai une adjonction à faire à la dernière ligne du paragraphe 13 qui dit : "Et l'Autorité administrante sur le taux d'extraction pour les années à venir". Après ces deux derniers mots "à venir", je propose de supprimer le point et d'ajouter le membre de phrase suivant : "sur une base qui sauvegarde les intérêts futurs du peuple de Nauru."

Je vous demande de m'excuser d'avoir apporté tant de changements, et je vous prie de bien vouloir me permettre de lire le paragraphe tel qu'il serait amendé, à savoir :

"Le Conseil prend note de l'Accord sur un taux d'extraction un peu plus élevé pour 1965/1966, sans porter préjudice à la position des Nauruans dans toutes négociations ultérieures, et insiste pour qu'un accord soit conclu entre les représentants du peuple nauruan et l'Autorité administrante sur le taux d'extraction pour les années à venir, sur une base telle qu'elle sauvegarde les intérêts futurs du peuple de Nauru."

De l'avis de ma délégation, cette rédaction reflète plus exactement la situation et en ce qui concerne mon collègue de l'Union soviétique, je pense que cela indique la position de façon plus claire que ne le fait l'amendement présenté par sa délégation.

Le PRESIDENT : Nous avons donc deux amendements à ce paragraphe. Tout d'abord, l'amendement soumis par la délégation soviétique, et en deuxième lieu, l'amendement qui vient de nous être présenté verbalement par le représentant du Royaume-Uni.

Je mets tout d'abord aux voix l'amendement soviétique.

Par 3 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'amendement soviétique est rejeté.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur l'amendement soumis par le Royaume-Uni.

Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant du Royaume-Uni pourrait-il exprimer plus en détails les raisons qui l'ont incité à présenter son amendement? En tous cas, nous voudrions qu'il nous donne au moins quelques précisions sur le sens de cet amendement avant que vous ne le mettiez aux voix.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je crois que la raison en est assez claire, si l'on compare les amendements que j'ai proposés au texte original. Tout d'abord, ma délégation a pris note d'un accord tendant à établir un taux d'extraction un peu plus élevé pour les années 1965/1966. Nous croyons comprendre qu'il existe un accord entre la population de Nauru et l'Autorité administrante pour que le taux d'extraction soit légèrement élevé; c'est pourquoi nous l'avons dit.

Ma délégation estime cependant que le taux d'extraction ne devrait pas porter préjudice à la position des Nauruans dans toutes négociations ultérieures. Il est possible que la population de Nauru propose un autre taux d'extraction. Il y aura probablement par la suite des négociations de ce genre, et il nous semble important de sauvegarder et de protéger la position des Nauruans dans toutes négociations ultérieures sans porter préjudice dans l'avenir à cette position.

Nous avons poursuivi en disant que tout accord qui pourrait être réalisé dans l'avenir entre la population de Nauru et l'Autorité administrante sur un taux d'extraction plus élevé, devrait l'être sur une base telle qu'il sauvegarde les intérêts futurs du peuple de Nauru. De nouveau, nous estimons qu'il est important d'assurer cette sauvegarde à l'avenir; c'est la raison pour laquelle nous préférons le préciser dans ce paragraphe particulier et pour ne laisser aucun doute, en ce

qui concerne notre position et ce qui devrait être celle du Conseil, d'après nous, à cet égard. C'est pourquoi nous l'avons précisée avec tant de détails.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant procéder au vote sur l'amendement soumis par le Royaume-Uni.

Par 5 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'amendement du Royaume-Uni au paragraphe 13 est adopté.

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 13 tel qu'amendé.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 13, amendé, est adopté.

Le PRESIDENT : Il n'y a pas de propositions d'amendements aux paragraphes 14 et 15 du rapport. Je mets donc ces paragraphes aux voix.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 14 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 15 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous arrivons au paragraphe 16 du rapport. La délégation de l'Union soviétique propose un amendement à ce paragraphe; c'est l'amendement No 9 du document T/L.1107.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ce matin, en commentant le deuxième amendement soviétique au rapport - c'est-à-dire celui qui constitue le paragraphe 2 du document T/L.1107 - j'ai indiqué que ma délégation aurait deux amendements à soumettre au Conseil au cours de la journée. J'ai déjà présenté le premier et j'arrive maintenant au second. Il s'agit d'une légère modification dans l'ordre des termes du paragraphe 16 du rapport. J'ai déjà indiqué ce matin que certains des éléments du deuxième amendement soviétique figurent dans le texte et j'ai quelques mots à dire au sujet de cette proposition de l'Union soviétique.

Je propose l'amendement suivant au paragraphe 16. Il est dit dans ce paragraphe : "le Conseil note que ...". Je suggère que, après le mot "que" nous disions : "les représentants des Nauruans". Cet amendement n'affecte pas le texte français.

En outre, je propose qu'après les mots : "En ce qui concerne les droits de propriété sur les phosphates de Nauru", on dise : "le Conseil note que les représentants des Nauruans ont revendiqué les droits de propriété sur les phosphates de Nauru et ont maintenu le point de vue que ...".

L'objet de cet amendement est d'indiquer clairement que la population de Nauru continue de revendiquer la propriété des phosphates de l'île et de maintenir la position selon laquelle les British Phosphate Commissioners ne peuvent exploiter les phosphates de l'île sans l'accord des Nauruans. Il me semble que la rédaction que je propose l'indique plus clairement.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je serais reconnaissante au représentant du Royaume-Uni de ne pas insister pour l'insertion des mots "ont revendiqué". Je crois que le texte qui nous est soumis reflète exactement la situation. Nous pourrions passer toute la soirée et la journée de demain à discuter la question de propriété des phosphates; mais nous ne le désirons certainement pas. Je crois que le texte proposé dans le rapport : "En ce qui concerne les droits de propriété..." est préférable. En effet, selon l'amendement de la délégation du Royaume-Uni, il semble que la population ne soit pas propriétaire des phosphates et revendique cette propriété. Or nous prétendons que, puisque ces phosphates font partie du sol de Nauru, ils appartiennent à la population. Nous ne désirons pas que cet aspect de la question soulève une controverse et je pense que le texte du Comité de rédaction est le meilleur.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour la raison invoquée par la représentante du Libéria, la délégation de l'Union soviétique souhaite que la délégation du Royaume-Uni n'insiste pas sur son amendement, si elle ne le considère pas comme d'une grande importance.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je serais reconnaissant au représentant de l'Union soviétique de développer un peu son idée. Il me semble que tout ce que nous faisons ici consiste à exposer un cas et à demander au Conseil d'en prendre note. Je crois que la lecture des comptes rendus montre que les Nauruans ont soumis ce cas à l'Autorité administrante et qu'il consiste précisément en la revendication de la propriété des phosphates. Les Nauruans maintiennent cette position et c'est ce que nous avons essayé d'indiquer dans notre texte. Cependant, si le représentant de l'Union soviétique peut nous donner de bonnes raisons pour la suppression de notre amendement, je serai très heureux de l'écouter.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'adresse un appel au représentant du Royaume-Uni pour le prier de ne pas modifier le texte du projet de rapport sur ce point.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je ne veux certes pas retarder les travaux du Conseil et, si les représentants de l'Union soviétique et du Libéria préfèrent que le texte du Comité de rédaction ne soit pas modifié, pour simplifier les travaux du Conseil, je retirerai ma proposition d'amendement.

Le PRESIDENT : Je mets aux voix l'amendement No 9 de la délégation de l'Union soviétique (T/L.1107).

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT : Nous passons au vote sur le paragraphe 16 tel qu'il figure dans le projet de rapport.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 16 est adopté.

Le PRESIDENT : J'invite le Conseil à voter sur le paragraphe 17 du rapport.
Par 6 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 17 est adopté.

Le PRESIDENT : Je mets aux voix le paragraphe 18 du rapport.
Par 5 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 18 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons au dernier amendement soviétique, qui figure au paragraphe 10 du document T/L.1107. Il consiste à insérer un nouveau paragraphe dans le rapport après le paragraphe 18.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je dois avouer que je ne comprends pas l'objet de cet amendement. Je voudrais renvoyer les membres du Conseil aux observations contenues dans le rapport de la Mission de visite au sujet du niveau de vie des Nauruans. Ce niveau de vie comprend les conditions de logement et d'alimentation dont traite le paragraphe 17 des conclusions et recommandations du Conseil, qui vient d'être adopté. En ce qui concerne le logement, un nouveau programme, dû à l'initiative de l'Administration et placé sous la direction du Conseil de gouvernement local de Nauru, est en application; il a pour objet de fournir un plus grand nombre de logements afin de répondre aux besoins accrus des Nauruans. Cette question du logement est suivie de près par le Conseil de gouvernement local de Nauru.

Pour ce qui est de la réduction des prix des produits alimentaires importés d'Australie, je dois dire que je ne sais pas sur quelle base est établie la suggestion qui nous est faite car, si l'on compare ces prix avec ceux qui sont en vigueur en Australie et dans la plupart des autres pays, on constate qu'à Nauru, ils sont plus bas. Cela provient, entre autres, du fait qu'il n'y a pas de droits de douane à l'entrée des produits alimentaires à Nauru, ce qui en soi crée une situation satisfaisante.

M. McCarthy (Australie)

La coopérative de Nauru, à objectifs multiples, est dirigée par le Conseil de gouvernement local. Elle achète ses produits sur le marché libre, là où elle veut. Outre qu'il n'y a pas de droits de douane, elle bénéficie de taux de fret très peu élevés car les marchandises envoyées à Nauru sont transportées sur les bateaux de phosphates. La coopérative procède elle-même à ses propres achats sur une base de concurrence et, comme je l'ai dit, où elle veut.

Je donnerai un exemple des prix des produits alimentaires. Un pain d'une livre et demie, à Nauru, coûte un shilling. A Canberra, il coûte 1 shilling 9 pence et, à New York, l'équivalent de 2 shillings 3 pence. Je n'arrive donc pas à comprendre l'objet de l'amendement proposé. En outre, je répète que l'Autorité administrante n'intervient pas en la matière et que les Nauruans, par leur coopérative, achètent librement leurs marchandises là où ils veulent et aux prix qu'ils considèrent comme les plus favorables.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous venons d'entendre l'opinion de l'Autorité administrante sur l'amendement soviétique figurant au paragraphe 10. Je crois qu'il faut que le Conseil entende aussi l'opinion adverse et, à cet effet, je citerai un passage de l'annexe VII au rapport de la Mission de visite, soumise par les Nauruans :

"... les conditions de logement sont loin d'être bonnes. Le manque d'eau pose des problèmes et l'électricité commence seulement à être installée dans les maisons nauruans. La plupart des marchandises étant détaxées ou, dans le cas des boissons alcoolisées et des cigarettes et du tabac, soumises à une faible taxe seulement, la plupart des marchandises sont moins chères qu'en Australie. Les denrées alimentaires, presque toutes importées, représentent une exception importante, car elles se vendent aussi cher que dans les grandes villes australiennes, et il va sans dire qu'elles absorbent une proportion importante des budgets nauruans." (T/1636, annexe VII, p. 10).

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La pénurie d'eau a toujours constitué un problème à Nauru, tout comme c'est le cas à New York et en bien d'autres endroits. Nauru est une île qui, comme nous le savons, peut passer des mois et même des années avec une très petite quantité de pluie.

M. McCarthy (Australie)

Pour parer à cette situation - cela a déjà été expliqué au Conseil au cours des années précédentes - des réservoirs d'eau ont été construits à Nauru; en temps de pénurie, l'eau est transportée à Nauru par des bateaux nauruans; par conséquent, s'il se produit de temps à autre des pénuries d'eau à Nauru, la faute ne peut pas en être rejetée sur l'Autorité administrante.

Dire que "l'électricité commence seulement à être installée dans les maisons nauruanes" n'est pas une affirmation exacte; il serait plus près de la vérité de dire que l'électricité est maintenant installée dans toutes les maisons nauruanes. En fait, un grand nombre de maisons de Nauru ont le courant électrique depuis longtemps.

Pour ce qui est des produits alimentaires, les observations que j'ai faites conservent toute leur valeur; les Nauruans achètent eux-mêmes sur les marchés ouverts, sans obstacle ni intervention de l'Administration, à l'endroit qu'ils désirent; comme cela est souligné par Mme Hughes, les Nauruans jouissent de l'avantage d'être exempts de droits de douane et les tarifs de fret vers l'île sont extrêmement bas.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Puisque le représentant de l'Union soviétique a donné lecture d'un passage du rapport au sujet de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru, je voudrais faire de même. Le passage cité par le représentant de l'Union soviétique est précédé d'une introduction qui me paraît extrêmement importante et qui est la suivante :

"La prospérité matérielle des Nauruans est venue lorsqu'ils ont acquis des compétences qu'ils ont pu utilisées au service des B.P.C., de l'Administration, du Conseil de gouvernement local ou de la petite Société coopérative de Nauru, qui concurrence le magasin des B.P.C. et les commerçants chinois dans le commerce de détail assez limité de l'île. La plupart des Nauruans ont reçu ainsi un salaire ou un traitement, et une forte proportion d'entre eux ont maintenant une rémunération supérieure au salaire de base, qui est d'environ 9 livres 10 shillings. Les loyers sont bas - 10 shillings par semaine seulement - ...". (T/1636, annexe VII, p. 8 et 9)

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Que nous lisions cet extrait in extenso ou que nous le lisions sous la forme sous laquelle il a été lu par le représentant soviétique, la question reste la même : la phrase sur laquelle j'ai attiré l'attention est celle qui indique que les conditions de logement sont loin d'être bonnes et que les denrées alimentaires constituent une exception importante. Cette situation est inchangée et personne n'a pu le réfuter. C'est justement de cela et de rien d'autre que la délégation soviétique parle dans son amendement.

Le PRESIDENT : Je mets aux voix le paragraphe 10 des amendements de l'Union soviétique contenus dans le document T/L.1107.

Par 5 voix contre une, le paragraphe 10 des amendements soviétiques est rejeté.

Le PRESIDENT : Ayant terminé l'examen des paragraphes du rapport et de tous les amendements, le Conseil va voter sur le paragraphe 4 du rapport du Comité de rédaction (T/L.1104).

Auparavant, je donne la parole à la représentante du Libéria.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je regrette sincèrement d'avoir été, en raison des nombreux documents qui sont sur ma table, dans une certaine confusion et de ne pas avoir bien suivi le dernier vote. Je voulais voter en faveur du paragraphe 10 des amendements soviétiques.

Le PRESIDENT : Le résultat du vote sera rectifié en conséquence.

Je mets aux voix le paragraphe 4 du rapport du Comité de rédaction au sujet du Territoire de Nauru qui est ainsi conçu :

"Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru (T/L.1091 et Add.1) après avoir fondu les chapitres IV et V en un seul chapitre intitulé 'IV. - Progrès dans le domaine social et de l'enseignement' comme texte de base pour le chapitre relatif à la situation dans ce Territoire, qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale, et d'adopter les conclusions et recommandations contenues dans l'annexe ci-jointe en les insérant à la fin de la section ou de la sous-section correspondantes du chapitre en question."

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 4 du rapport est adopté.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au vote sur le projet de résolution contenu dans le document T/L.1098, soumis par la délégation de l'Union soviétique est intitulé : "Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru".

Y a-t-il des remarques sur ce projet de résolution? Je donne la parole au représentant de la France.

M. GASCHIGNARD (France) : La délégation française voudrait formuler quelques remarques sur le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique au sujet de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru (document T/L.1098).

La délégation française souligne, tout d'abord, qu'elle considère avec la plus grande sympathie les aspirations de la population nauruane, qu'elle espère très sincèrement que ses demandes librement exprimées pourront être satisfaites de façon complète à la suite des nouvelles négociations prévues avec l'Autorité chargée de l'administration. De l'avis de la délégation française, nous ne devons pas oublier que les relations entre cette Autorité et les Nauruans se trouvent en ce moment dans une phase de négociations pour ainsi dire continues en vue d'atteindre les buts ultimes du régime de tutelle. Ces relations évoluent actuellement dans un sens favorable et il est permis de penser que de nouveaux progrès pourront être bientôt enregistrés. Aussi bien, le Conseil de tutelle sera saisi à sa prochaine session des résultats obtenus. Il lui appartiendra alors de se prononcer, au vu de ces résultats.

Le projet de résolution soviétique rappelle des principes éminemment respectables, en particulier celui de l'autodétermination, auquel la délégation française est favorable. Cependant, certaines des dispositions de ce projet ne tiennent pas suffisamment compte des circonstances de faits actuelles qui paraissent à la délégation française plus exactement reflétées dans le rapport de notre Comité de rédaction. La plus importante de ces circonstances est le processus de consultation

M. Gaschignard (France)

dans lequel sont engagées les deux parties; il y a intérêt à ce que les divergences de vues qui subsistent encore puissent être aplanies par la voie de telles négociations.

Je note à cette occasion qu'au moins l'une de ces divergences pose un problème qu'il pourrait être difficile au Conseil de trancher sur le plan purement juridique.

Dans ces conditions et compte tenu également de certaines formules employées dans la rédaction et auxquelles la délégation française ne peut souscrire complètement, cette délégation regrette de ne pouvoir se prononcer en faveur du projet de résolution déposé par la délégation de l'Union soviétique.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, le projet de résolution soviétique (T/L.1098) est rejeté.

Le PRESIDENT : Je donnerai maintenant la parole pour explication de vote.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution soumis par la délégation de l'Union soviétique contient, dans certains de ses considérants, des constatations de faits et, dans d'autres paragraphes, des principes généralement reconnus comme acceptables aux Nations Unies. Néanmoins, ma délégation a voté contre ce projet parce qu'elle estime que le fait d'avoir soumis ce document avant le moment où le Comité de rédaction a pu élaborer son rapport et avant que nous ayons voté sur ce rapport, est une tentative d'influer sur le texte à adopter par le Conseil au sujet de Nauru.

Nous avons envoyé à Nauru une Mission de visite; ensuite, nous avons nommé un Comité de rédaction qui a étudié la situation de ce Territoire, nous a transmis un rapport que nous avons discuté d'une façon très complète. Ce rapport a été modifié en plusieurs endroits. Ma délégation a voté pour certains des amendements proposés; mais elle a voté contre le projet de résolution soviétique en se fondant sur le principe que le document de base du Conseil à propos d'un Territoire sous tutelle est le rapport de son Comité de rédaction et que toute tentative de refaire ou de modifier la rédaction de ce rapport, pour si légère qu'elle soit, est inacceptable. En conséquence, ma délégation a voté pour le rapport et contre le projet de résolution soviétique.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : La délégation de la Nouvelle-Zélande a voté contre le projet de résolution soviétique parce que le rapport du Comité de rédaction, tel qu'il a été modifié au cours de la discussion au sein de ce Conseil, après l'incorporation de certaines conclusions et recommandations, contient une appréciation bien équilibrée de la situation et soumet les recommandations qui sont nécessaires à cette étape. Puisque la situation est présentée d'une manière complète, un nouveau projet de résolution sur la question lui semble superflu.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : A cette heure si avancée, ma délégation ne demande pas un vote par division sur certains paragraphes. Il est des points au sujet desquels nous eussions aimé des formules différentes. Mais, étant donné que le projet de résolution soviétique contient les principes généraux des Nations Unies ainsi que des constatations de faits, ma délégation a voté en faveur de ce projet.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : En qualité d'explication de vote, je tiens à m'associer aux remarques qui viennent d'être faites par les représentants de la France et de la Nouvelle-Zélande. Il est exact que nous avons achevé notre travail au sujet du rapport et que nous avons, dans ce rapport, inséré des conclusions qui, aux yeux de la délégation du Royaume-Uni, sont des conclusions justes. Bien que le projet de résolution soviétique comporte certains passages sur lesquels nous n'avons aucun dissentiment et certains autres à propos desquels notre dissentiment porte uniquement sur des questions de rédaction, il me semble que le projet soviétique a un but entièrement différent des résultats de nos travaux et qu'il serait mauvais, et même illogique de notre part de nous être prononcés en faveur du résultat de nos travaux au cours des jours derniers et, en même temps, de voter en faveur du projet de résolution soviétique. Telle est la raison pour laquelle il nous a semblé logique de voter comme nous l'avons fait.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Si ma délégation a voté comme elle l'a fait au sujet du projet de résolution soviétique, c'est pour des raisons qui ont déjà été exposées par d'autres membres du Conseil et qui ont trait au caractère général et complet du rapport du Comité de rédaction tel que le Conseil vient de l'adopter. Nous avons en outre une raison valable de l'avoir fait, bien que nous soyons en mesure d'accepter certaines parties du document soviétique; cette raison, c'est que ce document, de l'avis de ma délégation, ne reflète pas l'importance qu'il convient d'attribuer aux consultations qui se déroulent en ce moment entre le Gouvernement australien et la population de Nauru. Ma délégation attache une importance toute particulière à cette méthode de consultations sur les questions d'ordre constitutionnel et autres et regretterait infiniment que cette méthode ne soit pas reflétée d'une manière adéquate ou soit mise en danger par une résolution telle que celle de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais, d'une part, remercier la représentante du Libéria d'avoir jugé possible d'appuyer le projet de résolution soviétique sur Nauru et, d'autre part, faire remarquer, pour le procès-verbal, que le projet de résolution soviétique a été rejeté grâce exclusivement au vote des Autorités administrantes.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je me bornerai à souligner que le fait que ma délégation a fait partie d'un groupe qui a voté dans le même sens en ce qui concerne ce projet de résolution est, selon nous, une pure coïncidence. L'explication donnée il y a quelque moment par ma délégation - et que le représentant de l'Union soviétique a entendue - en est la preuve.

Le PRESIDENT : Nous allons voter sur le document T/L.1103, présenté par la délégation de la Nouvelle-Zélande et intitulé : Rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée (1965).

Je crois comprendre que la représentante du Libéria n'insiste pas pour que les amendements qui ont été évoqués hier devant le Conseil soient mis aux voix.

Par 6 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution de la Nouvelle-Zélande est adopté.

Le PRESIDENT : J'ai été particulièrement sensible au témoignage d'appréciation exprimé ici par le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'adresse de la Mission de visite. Je suis certain d'être l'interprète de mes collègues en remerciant très sincèrement le représentant de la Nouvelle-Zélande pour les paroles aimables qu'il a bien voulu prononcer à notre égard.

La première section du rapport du Conseil à l'Assemblée générale est maintenant entre nos mains; mais, puisque les membres n'ont pas encore eu le temps de l'étudier, j'estime qu'il convient de lever maintenant notre séance et de fixer notre prochaine séance, qui sera la séance de clôture de cette session, à demain, 30 juin, à 10 h 30.

La séance est levée à 17 h 10.